

a Responsabilité des
Entreprises dans la Solidarité Internationale

Publication Post-Sommet
Rapports des Cercles d'études

Corporate Responsibility
in International Development

Post-Summit Publication
Working Group Papers

1er Sommet de l'Alliance Etudiante Franco-Britannique

Ecole Polytechnique

21, 22 et 23 octobre 2005

Table des matières – Table of contents

Table des matières – Table of contents	2
Le premier sommet de l'Alliance Etudiante Franco-Britannique	
- The First Summit of the Franco-British Student Alliance	3
L'Alliance aujourd'hui - The Alliance today	6
Nos six Alliances locales – Our six local branches	6
 Débats, thème du Sommet 2005 et rédaction des comptes-rendus	
Debates, central theme of the 2005 Summit and drafting of the summaries	7
Conditions de travail - Employment rights	8
Ouverture des barrières commerciales – Opening trade barriers	14
Développement des énergies renouvelables – Developing renewable energy sources	23
 Origines de l'Alliance Etudiante Franco-Britannique	
- Origins of the Franco-British Student Alliance	29
Programme du Sommet	
- Programme of the Summit	30
Nos Partenaires - Our Partners	32

Le premier sommet de l'Alliance Etudiante Franco-Britannique

Nous sommes la génération « Eurostar ».

Jeunesse mobile et pleine de projets, lien vibrant entre Paris et Londres, deux grandes capitales au sein d'une Europe toujours plus grande et d'un monde toujours plus petit. Le tunnel sous la Manche reflète l'ambiguïté et le caractère particulier des relations entre la France et la Grande-Bretagne : un pont sous l'eau, mais un pont néanmoins.

Le Premier Ministre Britannique, Tony Blair aime répéter : « nos points communs sont plus nombreux que les facteurs qui nous divisent ». Le bicentenaire de Trafalgar a offert l'occasion de célébrer cette amitié entre vieux ennemis. Et notre tunnel sous-marin, initialement conçu par Napoléon dans sa campagne contre la perfide Albion, est finalement devenu un exploit de collaboration mutuelle et un symbole d'unité.

En effet, comme l'a souligné avec humour Madame Michèle Alliot-Marie dans son discours inaugural au premier Sommet annuel de l'Alliance Étudiante Franco-Britannique, la relation France - Royaume-Uni est semblable à celle d'un couple marié. L'Alliance s'efforce ainsi de renforcer toujours davantage l'union entre les deux pays.

L'Alliance est née d'un désir de revitaliser les relations franco-britanniques, et d'encourager l'entente mutuelle entre les cultures à une époque où les échanges paraissent parfois troubles. C'est un appel à la jeunesse, non seulement pour qu'il y ait des rencontres, mais pour que ces rencontres aient un but : développer des idées, des projets entre étudiants et jeunes diplômés d'universités parmi les plus prestigieuses de France et de Grande-Bretagne, et tisser des liens plus étroits.

L'objectif de ce Sommet était d'offrir un cadre au sein duquel les étudiants et jeunes diplômés les plus brillants de France et de Grande-Bretagne puissent se rencontrer, discuter, et échanger leurs

idées autour d'un thème. Débattre ; entre eux, avec d'anciens élèves, avec des invités et des personnalités. Trop souvent le campus universitaire est comparé à une bulle close ; et ce n'est pas sans raison. Elle nous aide à grandir et nous prépare à faire face au monde extérieur, mais rares sont les occasions d'interagir avec ce monde extérieur. L'Alliance Étudiante Franco-britannique cherche à donner une autre voix à ces étudiants, dans un contexte où ils puissent côtoyer les grands acteurs du jour.

A l'occasion de ce Sommet, nous avons cherché à renouveler le débat sur le Pacte Global des Nations Unies. Les étudiants ont débattu autour de sous thèmes allant des droits de l'homme à l'ouverture des barrières commerciales ou aux énergies renouvelables.

Les conclusions résumées de chaque groupe de travail se trouvent réunies dans la présente publication.

Ce document est destiné à toutes les institutions et personnalités qui nous apportent leur soutien en vue d'une union sans cesse plus étroite entre nos deux pays. Nous souhaitons tout particulièrement remercier nos deux Chefs d'Etat, qui nous accordent leur patronage, leurs gouvernements respectifs, qui nous encouragent à aller plus loin dans le rapprochement entre nos deux pays ainsi que nos Membres d'Honneur pour leur active collaboration au succès de notre entreprise. Cette publication se destine également à nos partenaires et sponsors qui nous ont offert leur généreux soutien et aux intervenants qui ont stimulé notre réflexion et soutenu la qualité des échanges.

Ce document s'adresse enfin aux étudiants de France et de Grande-Bretagne présents à ce Sommet et que nous tenons à remercier pour leur engagement à proposer des solutions à des enjeux majeurs de notre avenir.

Nous cherchons à faire entendre nos voix. Car nous ne sommes pas l'avenir, nous sommes le présent. Aussi sommes-nous fiers de vous présenter cette première publication de l'Alliance Étudiante Franco-Britannique.

The First Summit of the Franco-British Student Alliance

We are the "Eurostar" generation.

Yes, the fast-paced starry-eyed youth, the link between Paris and London, two great capitals within an ever-expanding Europe and an ever-shrinking world. And the Chunnel itself ironically reflects the ambiguity and particularity of relationships between France and Britain: a bridge under water but a bridge nonetheless.

As Tony Blair cites, and as we are fond of repeating, there is more that unites us than divides us. The bicentennial of Trafalgar has become an occasion to celebrate friendship between old enemies. And an underwater tunnel first conceived for Napoleon's military campaign upon Albion has instead become a feat of mutual collaboration and a symbol of unity.

Indeed, as Michèle Alliot-Marie highlights with excellent humor, in her inaugural speech at the First Annual Summit of the Franco-British Student Alliance, the Franco-British relationship is akin to that of a married couple. And the Alliance seeks to bring an ever-closer union between the two countries.

The Alliance was born of a need to reinvigorate Franco-British relations, to encourage mutual cultural understanding at a time when the relationship appears stormy. It is a call for our youth not just to meet but to meet with a purpose: to develop ideas and projects between students and young alumni from some of the most prestigious universities of France and Great-Britain, to foster closer bonds.

The objective of this Summit was to offer a framework within which the brightest students and young alumni of France and Britain could meet, discuss, and exchange ideas on a topic of interest – with each other, with alumni, and with invited guests and panellists. Too often the campus university is compared to a glass bubble, and not without reason. It nurtures our growth and prepares us for the outside world, but the opportunities for interacting with it are limited. The Franco-British Student Alliance seeks to give another voice to these students, on a stage where they can mingle with the great actors of the day.

At the occasion of this Summit we sought to renew the debate on the United Nations Global Compact. Our aim was to gauge how far we have gone since the Global Compact was established. Students debated on sub-themes ranging from Human Rights to Trade Barriers and Renewable Energy.

The summary conclusions of each student working-group are collated in this publication.

This document was prepared with the aim of thanking our two Heads of State, who have granted us their patronage, their respective Governments, who have given us their support, and our Presidents and Honorary Members. Furthermore, the document is presented to our partners and sponsors who have generously supported us.

But most importantly, it is to thank the students of France and Britain who were present at this Summit.

We seek to make our voices heard. For we are not the future, we are the now. And so we are proud to present to you this first publication of the Franco-British Student Alliance. *Bonne lecture!*

Le couple franco-britannique au présent et au futur

Décider, assez ironiquement, de se rencontrer entre étudiants français et britanniques le jour même du Bicentenaire de la bataille de Trafalgar, aux Invalides, sur le tombeau de l'Empereur, c'est une façon de se jouer des vieilles inimitiés héritées du passé, et **concevoir les relations franco-britanniques comme un projet d'avenir commun.**

Les intérêts et les idéaux communs sont forts ; les liens existants sont considérables ; leur potentiel l'est davantage encore. On sous-estime souvent l'étendue et l'intensité des liens franco-britanniques. On oublie par exemple que plus de 100 000 Britanniques ont une résidence en France et que 250 000 Français vivent en Grande-Bretagne. On sait peu que 15 000 Français étudient au Royaume-Uni, et 3000 Britanniques poursuivent des études en France.

Echanges commerciaux et investissement unissent étroitement les deux pays. La France est le troisième marché et le troisième fournisseur du Royaume-Uni. En 2004, les exportations du Royaume-Uni vers la France environ 10% du total des exportations britanniques dans le monde (soit 27.2 milliards d'euros). Les importations en provenance de la France représentent quant à elles 7.9% du total des importations britanniques (soit 29.7 milliards d'euros).

Le Royaume-Uni est la 3ème destination des investissements français à l'étranger avec 1.500 filiales et 250.000 salariés, tandis que près de 1800 entreprises britanniques sont implantées en France. Les investissements de part et d'autre de la Manche se sont même intensifiés ces dernières années. Que l'on songe au rachat d'Allied-Domecq par Ricard, à la présence Outre-Manche d'EDF ou de Vivendi, au CCF filiale de la HSBC ou à la participation de Vodafone dans SFR.

D'un point de vue culturel et scientifique, des liens importants existent entre universités, musées, centres de recherche ou instituts. Outre l'aéronautique, les domaines de collaborations scientifiques franco-britanniques sont nombreux, depuis les mathématiques aux nanotechnologies, en passant par la génomique et la sociologie .

Quant aux relations politiques, depuis le sommet de St Malo, la coopération franco-britannique s'est montrée particulièrement dynamique et innovante, qu'il s'agisse de l'Europe de la Défense, de positions communes vis-à-vis de l'Iran, du terrorisme, de l'immigration ou de l'aide au développement. Ainsi, le sommet franco-britannique de Londres fin novembre 2004 a donné lieu à toute une série de déclarations et d'initiatives communes sur l'environnement et le changement climatique, la lutte contre la criminalité organisée, l'Afrique.

A l'instar de la réussite d'EADS, le dynamisme et les succès de la diplomatie franco-britannique montrent à quel point **le couple franco-britannique peut devenir (pro)moteur de changement** en Europe et dans le monde.

Le potentiel économique, politique, intellectuel et humain de la coopération franco-britannique est immense. Pôles scientifiques, économiques, culturels et politiques, au carrefour de tous ces liens, les universités peuvent devenir le terreau et le modèle de collaborations franco-britanniques novatrices à la hauteur des énergies qu'elles recèlent.

Sources : Sites internet de : l'Ambassade du Royaume-Uni en France ; l'Ambassade de France au Royaume-Uni ; le Ministère Français des Affaires étrangères ; le British Council à Paris ; presse.

The Franco-British partnership today and tomorrow

It is ironic, we admit, to gather French and British students around the tomb of Napoleon in the Invalides, on the very day of the bicentenary of the Battle of Trafalgar — but it is also a way to make light of the old enmities inherited from the past and emphasise Franco-British relations as a common priority for the future.

The two countries share strong common interests and ideals, and their existing bonds are significant—but the potential is even greater. The scope and intensity of Franco-British links are often underestimated. For instance, people tend to forget that over 100 000 British citizens have a home in France, and that 250 000 French people live in Great-Britain. Few people know that 15 000 French people study in the UK, whereas France welcomes 3 000 British students.

The UK and France are major trade partners: France is the UK's third largest export market and third source of imports. The UK is France's third largest export market and fifth supplier. Between 1985 and 2004, bilateral trade has more than doubled. In 2004, UK exports to France were valued at £18.5 billion (10% of total British exports) and imports at £20.2 (7.9% of total British imports).

The UK represents the third most important destination for French investments abroad, with 1500 subsidiaries and 250 000 employees, while close to 1800 British companies have established themselves in France. Investments on either side of the Channel have even intensified over the last few years. Many examples come to mind, such as the buying up of Allied-Domecq by Ricard, the importance of EDF or Vivendi in the UK, the merger of CCF with HSBC, or Vodafone's share in the SFR mobile phone company.

As far as culture and science are concerned, considerable links have been set up among many universities, museums, research centres and institutes. Besides aeronautics, scientific collaboration between France and England includes many other fields from mathematics to nanotechnology, genomics, or sociology.

As for political relations, ever since the summit in St Malo Franco-British cooperation has been particularly dynamic and innovative; whether the subject be European defence strategy, common positions regarding Iran, terrorism, immigration, or the aid to development. Thus, the Franco-British summit in London at the end of November 2004 gave rise to a series of statements and common initiatives concerning the environment and global warming, the fight against organised crime, or Africa.

Following the success of EADS, the dynamism and achievements of Franco-British diplomacy illustrate the extent to which **the Franco-British partnership can promote change** in Europe and in the world.

The economic, political, intellectual and human potential of Franco-British cooperation is huge. At the crossroads of such links, the universities emerge as scientific, economic, cultural and political centres offering a fertile ground for, and indeed an innovative model for, Franco-British collaboration.

Sources : websites of the British Embassy in France and the French Embassy in the UK; the French Foreign Affairs Ministry, the British Council in Paris, and the press.

L'Alliance aujourd'hui - The Alliance today

Le Mot des organisateurs : l'Ecole Polytechnique

Beau défi que celui de réunir à L'X, et pour la première fois, les étudiants de nos six écoles, ainsi qu'un grand nombre d'étudiants et personnalités. L'équipe nombreuse de l'AEFB Polytechnique, avec le soutien de l'école elle-même, a fourni avec enthousiasme un travail d'organisation et de logistique considérable, qui a porté ses fruits et que l'Alliance tout entière a salué. La réussite du Sommet n'aurait toutefois pas été envisageable sans une collaboration active et une coordination étroite entre les six équipes locales, et le comité central qui assure l'équilibre de l'organisation. Ce premier sommet a ainsi permis de consolider la structure de l'Alliance et d'en assurer les rouages. Fière de ce premier succès, l'école Polytechnique a le plaisir de passer le flambeau à l'université d'Oxford pour la mise en place du sommet 2006.

Foreword by the Organizing Committee at the Ecole Polytechnique

A great challenge it proved to be to unite at the « X », for the first time, the students from our six universities, as well as many other students and distinguished guests. The large team from FBSA Polytechnique, with the support of the school administration, was enthusiastic in providing substantial organisational and logistical efforts, which bore its fruits and was commended by the entire Alliance. The success of the Summit would nonetheless not have been possible without the active collaboration and close coordination between our six local branches and the central committee, providing balance and organisation. This first summit thus consolidated the Alliance's structure and ensured its continuity. Proud of this first achievement, the Ecole Polytechnique is pleased to pass the torch on to Oxford for the 2006 edition of the Summit.

Nos six Alliances locales – Our six local branches



the London School of **Economics**
and **Political Science**



L'Alliance fédère les efforts et les ambitions d'étudiants et jeunes diplômés de six prestigieuses universités françaises et britanniques.

En 2004, à l'initiative de Sciences Po Paris et de la London School of Economics, l'Alliance a cherché à augmenter le nombre et la variété de ses membres, en réunissant des étudiants d'écoles reconnues des deux côtés de la Manche : l'école Polytechnique, l'école des Hautes Etudes Commerciales, l'université de Cambridge et l'université d'Oxford.

The Alliance federates the aims and ambitions of students and young alumni from six prestigious French and British universities.

In 2004, at the initiative of Sciences Po Paris and the London School of Economics, the Alliance sought to expand the breadth and depth of its members, uniting students from leading schools on both sides of the Channel: the Ecole Polytechnique, the Ecole des Hautes Etudes Commerciales, the University of Cambridge, and the University of Oxford.

Débats, thème du Sommet 2005 et rédaction des comptes-rendus

« La responsabilité des entreprises dans le développement international » a servi de thème global au premier Sommet de l'Alliance Etudiante Franco-Britannique. Notre but était d'estimer le chemin parcouru depuis la conclusion du Pacte Mondial (*Global Compact*) des Nations Unies, dont le sommet en Chine a eu lieu un mois après le nôtre. Nous avons cherché à animer le débat en invitant des personnalités à s'exprimer autour d'une table ronde.

L'arrière-plan militaire de Polytechnique, le bicentenaire de la bataille de Trafalgar, et la présence de nos sponsors Thalès, groupe de défense franco-britannique et EDF, première entreprise d'électricité en France, ont donné le ton à la table ronde du matin sur le thème: « Défense et développement: un rôle particulier pour la France et l'Angleterre ? ». Le développement d'une politique de défense commune et d'industries mutuellement dépendantes est une pierre angulaire non seulement des relations franco-britanniques, mais aussi de leurs relations avec leurs anciennes colonies.

La qualité des participants qui ont relevé le défi, l'intensité des débats et l'intérêt des étudiants attestent de la pertinence de cette question.

Des groupes de travail de trente étudiants se sont ensuite réunis pour débattre de certains sujets en présence de personnalités éminentes du monde des affaires, des ONGs, de la politique, des médias et de l'université. Trois sous-thèmes liés au Pacte Mondial ont été débattus: l'ouverture des barrières commerciales, les conditions de travail, et le développement des sources d'énergie renouvelables.

Surmontant les barrières culturelles et linguistiques, les étudiants ont du parvenir à quelques propositions communes, et rédiger un compte-rendu en quarante-cinq minutes. Une belle occasion d'éprouver nos capacités à débattre, concéder, comprendre, coordonner, et travailler rapidement. Comme le montrent les comptes-rendus présentés, tous les groupes n'ont pas produit le même résultat. Certains documents ont été rédigés en hâte, d'autres avec méthode; certains sont concis et ciblés, d'autres plus expansifs. D'autres encore n'ont pas atteint de conclusions leur permettant de rédiger un document de travail. Ceci a donné à tous les participants un aperçu des défis auxquels sont confrontées chaque jour les grandes organisations internationales.

Au fil des pages suivantes vous pourrez lire une sélection de notes prises par ces étudiants.

Debates, central theme of the 2005 Summit and drafting of the summaries

"Corporate Responsibility in International Development" served as the unifying theme for the First Annual Franco-British Student Summit. Our aim was to gauge how far we have gone since the United Nations Global Compact was established, whose China summit was held one month after our 2005 Summit. We sought to stimulate the debate by inviting key actors and leaders to a Roundtable.

Polytechnique's military background, the bicentenary of the battle of Trafalgar, and the presence of our sponsors Thales, a Franco-British defense company, and EDF, France's primary electricity company, have set the tone for the morning's Roundtable on "Defense and Development: A special role for France and the UK?" Developing a common defense policy and mutually dependent industries is a cornerstone of not only of Franco-British relations but of their relations with their former colonies.

The calibre of the participants who answered the challenge, the intensity of the debates, and the interest of the students attest to the pertinence of the issue.

Working groups of 30 students subsequently gathered to debate topics with key figures from business, NGOs, politics, the media and academia. Sub-themes to the Global Compact and Franco-British relations were debated upon: Opening Trade Barriers, Employment Rights and Developing Renewable Energy Sources.

On the following pages you will be able to read a selection of notes taken by these students.

Students had to challenge cultural and linguistic barriers, arrive at some common propositions, and in 45 minutes draft a Working Paper. It offered a challenging opportunity to test our skills at debating, compromising and understanding, coordinating, and working quickly. As evidenced by the papers presented, not all groups produced similar results. Some were written hastily, others were prepared methodically; some were concise and to the point, others more expansive. And some could not reach a conclusion or produce a Working Paper. It offered all present a glimpse into the challenges facing international organisations.

Conditions de travail - Employment rights

Invités et intervenants - Guests and speakers

Sumi Dhanarajan, Head of Private Sector Team, Oxfam UK
Jacques-Noël Leclercq, Amnesty International
Jean-Daniel Leroy, Directeur du Bureau France de l'Organisation Internationale du Travail
Paul Mason, Business Correspondent, BBC Newsnight
Rt Hon The Lord Prosser, Trustee, Franco-British Council

Questions posées – Issues raised

Quelle est la responsabilité des entreprises françaises et britanniques envers leurs employés et les sous-traitants dans les pays en développement ? Quelle conflictualité entre les droits des employeurs et ceux des salariés ? Comment améliorer sensiblement le cadre de travail et le droit social dans les pays en développement ? Comment concilier droit du travail et exigences de développement ? La décision d'investir dans un pays en développement devrait-elle mieux évaluer l'impact potentiel sur les salariés ?

What responsibility do French and British companies have towards employees in developing countries? Do the rights of employers and employees necessarily have to conflict? What should we expect from work environments in the developing world? Should the decision to invest in a developing country take into account the interests of the potential employees? Do employment rights promote international development?



© Dominique Lam

Séance de questions: étudiants et intervenants se réunissent pour discuter de questions actuelles et soulever des problèmes. Le but est de collecter le plus d'informations possible pour se préparer au débat.

Q&A session: students and panellists gather to discuss current issues and raise questions. The aim is to gather as much information and prepare for debate

L'heure du débat est venue. Les étudiants échangent idées, objections et propositions. En français ou en anglais, du moment que vous livrez les meilleurs arguments

Time for debate! Students exchange ideas, objections, and proposals. In French or in English, so long as you deliver the best arguments



© Dominique Lam



© Dominique Lam

Trêve de débats ! Les étudiants disposent d'une demi-heure pour s'accorder sur un document résumant leurs positions et arguments. Concentration, coordination, compromis et concision se révèlent essentiels.

Enough talk! The students have half an hour to agree on a position paper summarizing their arguments. Focus, coordination, compromise, and conciseness were of essence.

Groupe 1 – Group 1

Le Groupe 1 a arrêté la position commune suivante

This group has come to a common stance on the issue and presented their views below.

Le travail des enfants étant universellement banni, semblable interdiction est à l'évidence insuffisante, d'autant que le développement est tributaire de la formation de la population active future. Il convient de mettre en place une réglementation rigoureuse et modulée du travail des enfants, jusqu'à autoriser les adolescents plus âgés à travailler en association avec la scolarité obligatoire. Au lieu de condamner en bloc le travail des enfants alors que leurs revenus peuvent constituer un apport vital, tout du moins à court terme, parallèlement à la mise en œuvre de l'éducation et des infrastructures nationales. C'est ainsi que le travail des enfants est inacceptable lorsqu'il est accompli au détriment de l'éducation.

Nous souscrivons aux positions de l'OIT en matière de travail forcé, de discrimination et de droits syndicaux, tout en soulignant que la France et la Grande-Bretagne se doivent de procéder à un examen rigoureux de leurs propres pratiques, bonnes ou mauvaises, en la matière.

A titre individuel, notamment de consommateur, nous avons un rôle important à jouer s'agissant de faire pression sur les entreprises et d'inciter à la mise en place de pratiques éthiques en matière d'emploi. Les ONG attentives et scrupuleuses ainsi que les gouvernements nationaux peuvent jouer un rôle appréciable quant à l'information du public. Toutefois, les consommateurs ne sont peut-être pas suffisamment informés et influents pour faire, à eux seuls, office de régulateurs.

Les organismes supranationaux, tels que l'OIT, doivent oeuvrer plus étroitement avec les gouvernements nationaux afin d'intervenir, au plan national, pour lutter contre les abus perpétrés sur leur propre sol.

En raison des liens particuliers qu'entretiennent la Grande-Bretagne et la France avec de nombreux pays en développement et du rôle qu'ils jouent à la tête du Commonwealth et de la Francophonie, ces deux pays ont un rôle et un devoir spécial de premier plan à exercer en matière législative et de pratiques commerciales.

Given that child labour is universally banned, it is evident that this ban on its own is not sufficient, particularly given that education of a future workforce is a key to development.. Strict graduated limits on child labour, including permission for older teenagers to work, coupled with obligatory education, is needed. Rather than a blanket condemnation of child employment in situations where child income may be sorely needed – at least in the shorter term – while a country's education and infrastructure are developed. Child labour, then, is unacceptable when it is to the detriment of that education.

We endorse the ILO's position on forced labour, discrimination, and the right to association, and emphasise that France and Britain need to seriously examine their own practices and abuses in these areas.

Individuals have an important role to play as consumers, to put pressure on companies and provide incentives for ethical employment practices. NGO watchdogs and national governments can play an important role in public information. However, the consumer may not be sufficiently informed or powerful to suffice entirely as a regulator.

Supranational organisations such as the ILO need to work more closely with national governments in order to enable those governments to take action on a national level against the abuses on their soil.

Given the special connections of Britain and France to many developing countries and their role at the forefront of the Commonwealth and Francophonie, they have a special role, and duty, to be at the vanguard of legislation and business practices.

Notes prises par / Notes taken by: Gavin Stanley and Marie-Elise Howells

Groupe 2 – Group 2

Les étudiants de ce cercle d'étude se sont partagés en deux groupes, selon leur position. Chacun des deux groupes a résumé ses arguments, que nous présentons tour à tour.

The students in this working group split into two subgroups according to their positions. Each subgroup summed up their points in statements which we reproduce in turns.

Groupe A.

Nous estimons que certains droits du travail revêtent un caractère universel, à savoir :

1. les dispositions énoncées dans la déclaration de l'OIT de 1998 ;
2. le droit à une rémunération décente ;
3. le droit à des conditions de travail sûres excluant tout risque d'ordre vital et sanitaire, et prévoyant une assistance en cas de blessure ou de handicap.

Nous appelons de nos vœux l'opportunité offerte à tous d'acquérir, par le biais de l'éducation, les aptitudes propres à l'obtention d'un emploi valorisant. Nous estimons que les rapports entre salariés et employeurs sont nécessairement asymétriques, raison pour laquelle ces droits méritent d'être protégés, mis en œuvre et adoptés à travers le monde. Nous croyons véritablement que les droits humains fondamentaux énumérés précédemment peuvent être transférés dans le monde en développement.

Nous estimons que pour ce faire, il convient d'associer le comportement responsable des consommateurs privés, l'action des travailleurs dans les pays en développement ainsi que l'action gouvernementale. Il importe absolument de sensibiliser les consommateurs européens au droit du travail au travers de l'éducation et de campagnes publicitaires. Le succès remporté par les programmes relatifs au commerce équitable ainsi qu'à la « certification organique » traduit la volonté des consommateurs de voter avec leurs espèces sonnantes et trébuchantes. Cela demeure toutefois insuffisant. En effet, des mesures économiques doivent être mises en place afin d'inciter les gens à acheter avec responsabilité. Nous pensons que dans les pays en développement les travailleurs doivent être informés quant à ces droits et bénéficier de la sécurité économique leur permettant de revendiquer leurs droits fondamentaux.

Il conviendrait également de faire valoir une exception en faveur des personnels engagés volontairement dans les forces armées ou de police ainsi que dans les services privés de sécurité, en raison de la nécessité de semblables emplois dans tous les pays et des risques inhérents au plan de la sécurité physique.

Le troisième problème, celui de l'intervention gouvernementale, des plus épineux, prête largement à controverse. Si toute solution aisée est loin d'être apparente, nous croyons en l'exploitation de l'interdépendance fondamentale des secteurs public et privé afin d'assurer une mise en œuvre fiable. Si les organismes multinationaux tels l'OMC axent actuellement leurs efforts sur l'aspect mécanique du commerce international, nous croyons profondément en la nécessité d'une dimension éthique dans le sens de l'application du droit du travail et de la garantie de conditions décentes de travail.

Nous estimons que l'appartenance à l'OMC doit être assujettie à l'adhésion, par exemple, aux strictes conditions minimales édictées par l'OIT. Au nombre des éventuelles pénalités pour infraction pourraient figurer un

Group A.

We believe that certain employment rights are universal, specifically:

1. The terms laid out in the 1998 ILO declaration
2. The right to a decent living wage
3. The right to safe working conditions

where life and health are not at risk, and where support exists for injury or disability

We aspire to a situation in which everyone has opportunity to gain, through education, the skills to get a job which reflects their ability. We believe that the relationship between labour and employers is necessarily asymmetrical, and thus these rights must be protected, enforced and adopted throughout the world. We do believe that the basic human rights previously mentioned can be transferred to the developing world.

We believe that this must be achieved by a combination of responsible private consumer behaviour, action on the part of workers in the developing world and government action. It is imperative to raise awareness of employment right among Western consumers through education and publicity campaigns. The success of the Fair Trade and Organic certification programmes indicates consumer willingness to "vote" with their Euros or pounds. However, this is not enough. There must also be economic incentives to buy responsibly. We believe that makers in developing countries must be made aware of these rights and be provided with the economic security to demand their basic rights.

There would also have to be a recognised exception for those serving voluntarily in the armed or police forces or working as private security personnel, since these jobs are necessary in all countries but by their natures they involve the risk of physical danger

The third issue that of government involvement, is decidedly more controversial and thorny. While an easy solution is far from apparent, we do believe in exploiting the fundamental interdependence of the public and private sectors to ensure reliable enforcement. While multinational bodies such as the WTO currently focus on the mechanics of international trade, we firmly believe that an ethical component is needed, one that enforces labour law and ensures decent working conditions. We believe membership in the organisation should be contingent on acceptance of the bare minimum laid out in the ILO for example. Possible penalties for infraction could include decreased access or exclusion from international markets.

Group B. Neo-liberal report

On the subject of the universality or not of employment rights, we believe in the conformity of employment rights with basic human right which in major international convention is based on the principle that one has the right to do whatever one pleases provided that it does not impinge on anybody else's right to do as he or she pleases. With respect to the ILO Declaration on employment rights, we agree with most of the points, but

accès réduit, voire même une exclusion, par rapport aux marchés internationaux.

Groupe B. Rapport néo-libéral

S'agissant du caractère universel ou non du droit du travail, nous croyons à la conformité du droit du travail aux droits humains fondamentaux qui, en vertu des principales conventions internationales, repose sur le principe selon lequel tout un chacun est en droit d'agir à sa convenance à la condition de ne pas empiéter sur le droit dévolu à toute personne d'agir à sa guise.

S'agissant de la déclaration de l'OIT relative au droit du travail, nous y souscrivons pour l'essentiel tout en marquant une incertitude quant à l'opportunité d'y inclure les négociations collectives tant nous privilégions l'attribution de primes salariales au mérite, et estimons que des conditions de travail exemptes de tout risque de dommage corporel devraient également y figurer, à la condition de ne pas déboucher sur une réglementation excessive en matière de sécurité ; à titre d'exemple à ne pas suivre, citons la récente directive controversée de l'UE tentant de faire obligation aux entrepreneurs en construction de bâcher les échafaudages en raison des risques d'insolation.

En matière de transférabilité ou non du droit du travail nous nous refusons à imposer nos vues et normes à quiconque serait d'un avis différent. Nous estimons en effet que les peuples concernés devraient énoncer leurs propres idées en matière de droit du travail, à l'instar de ce que firent les pays actuellement développés au cours de la révolution industrielle.

Nous sommes conscients des problèmes soulevés par la passation sous silence des traitements cruels du fait de l'impossibilité d'imposer une réglementation, tout en relevant de nombreuses solutions qui n'imposeraient pas de normes à d'autres pays. La solution la plus évidente porterait sur le financement de l'éducation par les ONG, à l'image des travailleurs qui, pendant la révolution industrielle, ont commencé à acquérir des droits grâce au relèvement du niveau éducatif. Un soin particulier mériterait d'être prêté à l'éducation des femmes tant elles pâtissent souvent de droits humains médiocres, alors que l'application du droit du travail dans ces pays, associée à l'éducation, les doterait des outils leur permettant de s'en sortir par elles-mêmes.

L'autre solution possible consisterait à établir une communication meilleure entre ONG et travailleurs en vue de définir les droits revendiqués et de les exprimer, parallèlement à une traçabilité totale des entreprises sur un site Internet aisément accessible de manière à permettre aux consommateurs de voter avec leurs bourses en vue d'améliorer la situation.

Finalement, nous reconnaissons les dangers inhérents à l'exportation du modèle social européen, estimant que des cultures différentes doivent pouvoir évoluer à leur guise et à leur rythme. Des années d'expérience ont démontré l'échec du modèle social européen alors qu'en lieu et place l'amélioration de la compétitivité s'impose d'autant que les pays en développement ne disposent des moyens de financement d'un modèle social. Nous soupçonnons de nombreux appels à l'exportation du modèle social européen d'être inspirés par la peur de la concurrence des économies émergentes. Nous remettons en cause l'idée selon laquelle l'exportation et l'importation des idées devrait opérer dans un seul sens. Bon nombre d'entre nous estiment en effet que l'éthique du travail et l'esprit de communauté prévalant à l'Est mériteraient largement d'être importés en Occident.

are unsure that collective bargaining should be included, preferring rewards for workers on merit, and think a condition of working without danger of suffering physical harm should be added, provided that this does not lead to excessive safety regulation, such as the recent controversial EU directive that tried to insist on a builder covering up when they worked because of the risk of sunburn.

With regard to the transferability or not of employment rights, we oppose the imposition of our views and standards on other people who may have different values. We believe that these peoples should formulate their own ideas of employment rights, as now-developed countries once did during the Industrial revolution. We recognise the problems with the issue of whether cruel treatment should be ignored due to the impossibility of imposing rights, but we can see many solutions that would not involve forcing standards on other countries. The most obvious one is that of financing education in NGOs, as in the Industrial Revolution workers began to attain rights for themselves due to the rise in education. Particular attention should be paid to the education of women as they often suffer from bad human rights and employment rights records in these countries and education would give them the tools to stand up for themselves.

Another possible solution is to secure better communication between NGOs and workers to find out what rights they want and display these wishes, along with the track records of businesses, on an easily accessible website so that consumers can vote with their wallets to improve conditions.

Finally, we recognise the danger of exporting the European social model. We believe that different cultures must be allowed to develop in their own way, in their own time. Years of experience have shown that the European social model does not work and there is a need to raise competitiveness instead as developing countries do not have the resources to fund a social model. We suspect that many calls to export the European social model may stem from a fear of competing with the tiger economies. Furthermore, we question the idea that exportation and importation of ideas should all be one-way. Many of us believe that the work ethic and sense of community in the East would be good values to import to the West.

Notes prises par / Notes taken by : Christopher Schuller and Beth Charlesworth

Groupe 4 - Group 4

Ce groupe a conclu une position commune sur le sujet

All parties to this group have agreed on a common conclusion and presented their arguments below.

Nous constatons que la notion de droits des travailleurs n'a rien de constant tant elle varie dans le temps ainsi que d'une culture à l'autre. Un certain nombre de protections fondamentales doivent cependant être garanties aux travailleurs : ni esclavage, ni travail des enfants et encore moins de conditions dangereuses de travail. Nous reconnaissons que tous les travailleurs méritent une rémunération leur permettant de vivre.

Les droits des travailleurs peuvent, selon nous, être préservés et améliorés par le double truchement suivant :

1. Interventionnisme d'Etat/organismes internationaux ;
2. Développement économique au travers des marchés planétaires.

Argumentaire en faveur de l'interventionnisme d'Etat :

Les compétences législatives des gouvernements et des organismes internationaux peuvent manifestement permettre l'élaboration et la mise en œuvre de mesures législatives imposant aux entreprises d'assurer certaines conditions minimales de travail. Les marchés ne sont pas toujours en mesure d'y veiller ni d'assurer une protection en matière de risques sanitaires et de travail forcé ou de travail des enfants. En revanche, l'application de compétences législatives peut être suivie d'effets immédiats et permanents.

Inconvénients d'une intervention de l'Etat :

La mise en place d'un éventail complet de droits du travail passe par la coopération de nombreux Etats dans le sens de la définition commune de mesures législatives. L'intervention de l'Etat est probablement difficile à faire appliquer en raison de la diversité des impératifs propres à tout gouvernement. Nous observons également qu'une intervention internationale n'est ni toujours appropriée ni souhaitable. L'aval de tous les pays est en effet requis en vue de la mise en place d'un pacte contractuel planétaire des droits du travail ; à défaut d'un consensus international, semblable pacte serait dépourvu de la moindre efficacité.

Argumentaire en faveur des marchés :

Le développement économique doit précéder l'instauration des droits des travailleurs. Les pays en développement ont besoin d'investissements étrangers pour assurer la croissance économique. Toute réglementation étatique risque de majorer les frais des entreprises et de contrarier l'investissement dans le monde en développement. Qui plus est, les marchés obéissent aux pressions des consommateurs. Le public, de plus en plus conscient de l'exploitation des nations en développement, exige certains droits minima.

Inconvénients des marchés :

La fluctuation des marchés interdit toute garantie durable de la stabilité économique à telle enseigne que les droits des travailleurs risquent d'en pâtir au fil des ans. D'une part, aucun lien direct n'existe entre la pression exercée par les consommateurs et la production, et d'autre part les consommateurs ne sont peut-être pas disposés à payer les produits plus chers dans le but d'assurer des conditions de travail minima.

We recognised that notions of workers' rights are not a constant and that they vary over time and between different cultures. There are, however, basic protections that should be guaranteed to all workers: from enslavement, child labour, and dangerous working conditions.

We agreed that all workers should be entitled to a living wage. We identified two main ways in which workers' rights can be maintained and improved:

3. State intervention/international bodies
4. Economic development through the global markets

Argument for state intervention:

The legislative powers of governments and international bodies can clearly articulate and enforce laws to ensure that companies impose certain minimum working conditions. The markets cannot always ensure this and cannot protect against damage to health and slave/child labour. When legislative powers are imposed they can have immediate and permanent effect.

Disadvantages of state intervention:

To ensure a global set of working rights requires the cooperation of many states to agree on the laws. Perhaps state intervention is difficult to enforce as all governments have their own agendas. We also recognised that international intervention is not always appropriate or welcomed. A global contract of workers' rights takes the agreement of every nation and it cannot be effective without an international consensus.

Argument for the markets:

Economic development must come before workers' rights can be established. Developing countries need foreign investment to ensure economic growth. State legislation may increase companies' costs and discourage investment in the developing world. Moreover, the markets are ruled by consumer pressure. The public is becoming increasingly aware of the exploitation of developing nations and demands certain minimum rights.

Disadvantages for the markets:

The markets change: since economic stability cannot be guaranteed for any length of time, workers' rights may not be consistent from year to year. There is no direct line between consumer pressure and production and consumers may not be willing to pay extra for goods to ensure minimum working conditions.

In conclusion, in order to guarantee a global standard of workers' rights, both economic development through the markets and state intervention must take place. History shows us this interplay: public pressure leads to state intervention (e.g. laws against slave labour, public pressure against environmentally damaging businesses) which in turn raises public awareness and adds more pressure.

En conclusion, la garantie de normes planétaires en matière de droits des travailleurs est tributaire du développement économique opéré au travers des marchés ainsi que de l'intervention de l'Etat. L'histoire nous enseigne la relation suivante de cause à effet : la pression exercée par le public débouche sur l'intervention de l'Etat (à titre d'exemple la législation interdisant le travail forcé, la pression du public à l'encontre des entreprises préjudiciables à l'environnement), ce qui entraîne la sensibilisation accrue du public et des pressions redoublées.

Notes rédigées par / Notes taken by: Ella Cullen



© PH Lavialle



© Dominique Lam

Ci-dessus : Lord Grenfell Président du Groupe d'Amitié France Grande-Bretagne a Chambre des Lords et Monsieur le Sénateur Jean Leonce Dupont Président du Groupe d'Amitié France Grande-Bretagne, au Senat.



© PH Lavialle

Ci-dessus : Mr Patrick Gerard, directeur de cabinet du Ministre de l'Education Nationale, accueil les étudiants.



© Dominique Lam

Les étudiants de l'Alliance devant les Invalides, avant le Gala.



© JC Hauswald

Ci-dessus : Monsieur Etienne de Poncins, Directeur de Cabinet de la Ministre des Affaires Européennes, et Sebastien de Gasquet, Conseiller du Ministre des Affaires Europeennes (not shown) répondent aux questions des étudiants au Quai d'Orsay.



© P Seuc-Rocher

Ci-dessus : Les étudiants de l'Alliance interviewent Monsieur le Député Philippe Auberger, Président du Groupe d'Amitié Franco-Britannique à l'Assemblée.

Ouverture des barrières commerciales – Opening trade barriers

Invités et intervenants - Guests and speakers

Sir Stuart Bell MP

Dr. Adotey Bing, Director, Africa Centre

Prof. Marie Cross, President, Association for the Study of Modern and Contemporary France

Conrad Eckenschwiller, Représentant France du Pacte Mondial

Dr. David Horner, Head of English, University of London Institute in Paris

Adrian Hosford, Director of Corporate Social Responsibility, British Telecom

Dominique Lamoureux, Directeur Ethique et Responsabilité Sociale, Thales Group

Peter Mileham, Vice President, British Chambers of Commerce

Michael Prosser, Product Manager for Pre-Clinical Services, MDS Pharma Services

Questions posées - Issues raised

Quel peut être le rôle des entreprises françaises et britanniques dans ce domaine? Quels en sont les enjeux et les défis réels? Quel impact ont les barrières commerciales dans le développement? Est-il justifié d'avoir des politiques différentes dans les pays développés et les pays en développement? Quels ont été les résultats de la suppression des barrières commerciales entre la France et le Royaume-Uni, en termes de développement bilatéral?

What role can French and British companies play in this area? What is at stake and what are the challenges? What impact do trade barriers have on development? Is there a case for different policies in developing and developed countries? What has been the result of removing trade barriers between France and Britain in terms of bilateral development?



© Dominique Lam

Une table ronde autour du thème “Défense et Développement” animé par des intervenants de calibre :

A roundtable debate on “Defense and Development” is chaired by distinguished panelists:

(de gauche à droite) M. le Général de division Ract-Madoux, adjoint au major général des armées et chef de la division « études, stratégie militaire générale et pilotage » à l'état-major des armées ; The Rt Hon The Baroness Amos, Leader of the House of Lords and Lord President of the Privy Council ; Dr. Andrew Robinson, debate chair and Director of the French Business Council ; Bill Durodié, Senior Lecturer in Risk and Corporate Security, Cranfield University ; Denis Ranque, Chief Executive Officer (PDG) of Thales.

A droite, les étudiants profitent du forum de recrutement pour rencontrer nos partenaires et sponsors.

At right, students take advantage of the Summit's career fair to meet our partners and sponsors.



© Olivier Aufrant

Le stand EDF



© Olivier Aufrant

Le stand Thales



© Dominique Lam

Groupe 4 – Group 4

*Ce groupe a conclu une position commune sur le sujet et expose ses arguments ci-dessous.
All parties to this group have agreed on a common conclusion and presented their arguments below.*

1. Les gouvernements peuvent :

- o imposer des réglementations applicables à toutes les entreprises ;
MAIS
- o cela risque de provoquer la fuite des entreprises multinationales ;
- o il y a tout lieu de craindre la perte des avantages comparatifs, au sein notamment d'un monde où règle un libre échange brutal.

2. Les investisseurs peuvent :

- o infléchir les orientations des entreprises dans le sens d'investissements à caractère éthique ;
MAIS
- o l'objectif unique des investisseurs est souvent la maximisation des profits en dehors de toute préoccupation d'ordre éthique ;
- o les investissements sont pour l'essentiel alimentés par des fonds de pension qui représentent le plus souvent des actionnaires dont les revenus sont relativement modestes, à telle enseigne que si les préoccupations d'ordre éthique portent atteinte à la rentabilité, ce type d'actionariat risque d'en pâtir.

3. Les fabricants peuvent :

- o appliquer leur propre réglementation en matière de droit du travail ;
- o opter par exemple pour un taux horaire plus favorable aux travailleurs par rapport à la rémunération à la pièce/tâche ;

MAIS

- o les entreprises multinationales peuvent être tentées de tirer parti de leurs négociations avec les gouvernements, pris individuellement, en menaçant de délocaliser ;

4. Les consommateurs peuvent :

- o privilégier les entreprises ayant la réputation de respecter les droits de leurs employés ;
- o soutenir les enseignes marques commerciales garantissant le traitement éthique des travailleurs (commerce équitable) ;
- o semblable optique est plus favorable au marché ;
- o le droit du travail peut s'en trouver renforcé et les pratiques douteuses s'en trouvent éliminées ;
- o les pratiques d'exploitation peuvent à l'avenir devenir taboues à l'instar de ce qu'est devenu l'esclavage de nos jours.

MAIS

- o en matière d'application du droit du travail, les fabricants subissent souvent les contraintes dictées par de plus puissants fabricants forts difficiles à boycotter ;
- o l'extrême volatilité des consommateurs interdit de compter sur eux d'autant que l'achat de produits issus du commerce équitable peut s'apparenter à une simple mode susceptible de s'estomper au fil du temps ;
- o les consommateurs disposant notamment de revenus modestes peuvent être soucieux d'acheter à bas prix ;

1. The government can:

- o Impose regulation which have to be respected by all firms.
- BUT
- o This may cause that Multinational Corporation to flee the country.
 - o There is a risk of losing comparative advantage (particularly in a world in which free trade can be brutal).

2. Investors can:

- o Influence the direction in which companies go by investing 'ethically'
- BUT
- o Investors' only aim is often profit maximisation, without any regard to any considerations of ethical nature.
 - o A substantial share of investments are funds such as pension funds, which are often kept by relatively lower-income people. If ethical considerations harm profitability, these groups may suffer.

3. Producers can:

- o Apply self-regulation in the field of employment rights.
- o For example, choose a more worker-friendly time rate as opposed to a piece rate.

BUT

- o Multinational Corporation may want to exploit the advantage of having to deal with individual governments, threatening re-location.

4. Consumers can:

- o Favour those companies which are known to respect employers' rights.
- o Support brands or trademark which guarantee an ethical treatment of workers (e.g. fair trade).
- o This is a more market friendly approach.
- o It can ensure that employment rights are effectively enforced, and there is no cheating.
- o In future mistreatment may become taboo, as slavery is today.

BUT

- o Producers are often constrained in their application of employment rights by more powerful producers, who are more difficult to boycott.
- o One cannot rely on consumers because they are extremely volatile, and buying ethical products may just be some sort of fashion which will fade away in the future.
- o Consumers, especially the ones with lower incomes, may want cheap products.
- o The emerging middle class of Newly Industrialised Countries may not share the concern of the European/American middle class.
- o It is generally difficult to inform consumers.

5. Workers

- o Trade unions are a basic human right.
- o They allow workers to increase their bargaining power.

- o les classes moyennes naissantes au sein des pays nouvellement industrialisés (NIC) ne partagent nécessairement pas les préoccupations des classes moyennes européennes et américaines ;
- o il est généralement difficile d'informer les consommateurs.

5. Les travailleurs

- o le syndicalisme figure au nombre des droits fondamentaux de l'homme

Conclusion: La seule approche faisable est une approche globale prenant en compte les cinq échelles de production mentionnées ci-dessous.

- o They shall adapt to the needs of a globalised world, with huge informal economy.
- o In some industries, labour costs are minimal, and the wage rises caused by trade unions are relatively small.

BUT

- o Insiders may try to maximise their wage at the expense of the possible employment or of the wage of the outsiders,
- o Outsiders may, often, be women, because it is common for trade-union structures to be male-dominated.
- o Trade unionism is still difficult in some countries for political reasons.
- o Trade unionism may exclude a number of workers with non-conventional contracts.
- o There is a risk of Multinational Corporations flying away, which means that unions have to be coordinated at national/international level to avoid this.

Conclusion:

Only approach which can work is an holistic approach, taking care of all the five stages of production mentioned above.

Notes redigées par / Notes taken by: Ferdinando Giugliano

Groupe 5 – Group 5

*Ce groupe a conclu une position commune sur le débat.
This group has come to a common conclusion on their debate.*

Document consacré aux attitudes commerciales franco-britanniques vis-à-vis du monde en développement.

Le Commerce est synonyme de relations, essentiellement politiques, sans pour autant être exemptes de connotations politiques.

Le groupe de travail est d'avis que le développement du commerce favorise la prospérité, contribuant ainsi à potentialiser et à inciter au développement. S'agissant de la Grande Bretagne et de la France, le problème porte sur le point de savoir dans quelle mesure nous souhaitons exporter nos valeurs propres par le biais de nos relations commerciales. Conviendrait-il de prononcer un diktat ethnocentrique du haut d'une position commerciale dominante ou d'adopter une position plus nuancée tenant compte du fait que les mutations ne sauraient être aussi brutales que nous le souhaiterions.

Notre groupe de travail opte pour cette seconde option. En effet, des mutations brutales seraient susceptibles de déstabiliser les partenaires commerciaux et de les placer devant un choix impossible entre leur position actuelle et celle vers laquelle nous aspirons. Partant, une libéralisation progressive, logique et pragmatique des relations commerciales est à privilégier. En toute responsabilité, notre objectif consiste à permettre aux pays en développement de mettre en place leurs propres infrastructures cohérentes en matière d'affectation optimale de leurs ressources.

Position paper on Franco-British trading attitudes towards the developing world

Trade implies a relationship, essentially economic, yet with political connotations from association.

There is agreement within the working group that increased trade increases prosperity and thus the potential and incentive for development. The problem, for Britain and France, lies in to what extent we wish to export, with our trading relationships, our native values. Should this be an ethnocentric imposition from a dominant trading position, or a subtler position that appreciates that change cannot be as dramatic as we may wish.

This working group has agreed that the latter is preferable. A dramatic change may deracinate trading partners and leave them in an impossible limbo between their present position and that to which we may aspire. A focus on a graduated, logical and pragmatic liberalisation of trading relationships is therefore preferred. Our responsible goal is to enable developing states to create their own coherent infrastructure as to best allocate their resources.

Notes rédigées par / Notes taken by: Edward Levene

Groupe 6 – Group 6

Un accord s'est dégagé au sein du groupe, d'où la rédaction afférente de conclusions présentées en deux parties : résumé des problèmes identifiés et synthèse des recommandations.

This group came to a common agreement and accordingly drafted their conclusions in two parts: a summary of current issues and a synthesis of recommendations.

Ouvertures des barrières commerciales

Relevons que le commerce international de biens et services entraîne des conséquences d'ordre social positives et négatives tant pour les pays, pris individuellement, que pour le monde. A mesure que l'économie mondiale accentue son intégration, les économies nationales s'orientent actuellement vers une économie internationale unique. Par voie de conséquence, les Etats-nations ne disposent plus des capacités individuelles leur permettant de moduler efficacement ce commerce. Au plan des connaissances et du savoir-faire, les inégalités séparant les mondes développés et en développement amoindrissent l'efficacité de la coopération internationale et posent un problème à leur développement.

Nous proposons par conséquent que les gouvernements s'emploient à progresser aux niveaux national et international.

Au niveau international, les institutions chargées de réguler l'activité économique devraient être renforcées, modernisées et démocratisées. Tous les gouvernements devraient mettre en place des normes communes ainsi qu'une politique homogène s'agissant de l'activité des entreprises. Dans cet ordre d'idées, le Pacte Mondial de l'ONU offre un bon exemple. En outre, les « objectifs de développement du millénaire » mériteraient de faire office de normes et d'objectifs communs dans le domaine de la coopération économique internationale. Qui plus est, et non des moindres, les institutions devraient être démocratisées dans le sens de la mise à disposition des membres moins développés d'un éventail d'assistance, d'aide et de conseils.

Au niveau national, les gouvernements devraient instaurer et faire appliquer des cadres juridiques régissant l'activité des entreprises nationales et les investissements étrangers. Dans tous pays, les gouvernements devraient œuvrer au développement des capacités socio-économiques (langues, éducation et transparence) au travers de l'éducation générale et de mesures visant à combler le « fossé digital ». Le rôle joué par les médias indépendants et par les ONG aux plans de l'information et de la répartition des ressources mériterait d'être soutenu d'autant qu'ils échappent aux forces du marché.

Opening Trade Barriers

We note that international trade of goods and services can have both positive and negative social consequences for individual countries and the world. The world economy is becoming more integrated, national economies are now tending towards a single, international economy. As a result of this, nation-states no longer have the individual capacity to moderate this trade effectively. Inequalities of knowledge and expertise between the developed and the developing worlds reduce the efficiency of international cooperation and pose a problem to their development.

We therefore suggest that governments must ensure improvement at two levels: national and international.

At an international level, institutions to regulate economic activity should be strengthened, modernised and democratised. There should be common standards and homogenous policy between all governments concerning the activity of corporations. In that respect the UN Global Compact is a good example. Furthermore the Millennium Development Goals should be recognised as a common standard and goal for international economic cooperation. And last but not least institutions should be democratised such that help and advice and advocacy are available to undeveloped members.

On a national level, government should establish and enforce legal frameworks for domestic corporate activity as well as foreign investment. In all countries, governments should work to increase socioeconomic capacity (languages, education, and transparency) through general education and measures to reduce the "digital divide". Independent media and NGOs should be supported in their role of information and resource distribution, as they are not subject to market forces.

Notes prises par / Notes taken by: Eli Gothill

Groupe 7 – Group 7

Les étudiants de ce cercle d'étude se sont partagés en deux groupes, selon leur position. Chacun des deux groupes a résumé ses arguments, que nous présentons tour à tour.

The students in this working group split into two subgroups according to their positions. Each subgroup summed up their points in statements which we reproduce in turns.

Groupe A

Rôle des entreprises privées:

A titre de modèle possible dans une perspective de développement, pourquoi ne pas utiliser la puissance des entreprises et sociétés privées? Si les Africains parviennent à s'unir au point de constituer une force de négociation, ils pourront alors approcher les entreprises du secteur privé qui envisagent des possibilités d'investissement. Semblables entreprises peuvent ensuite faire pression sur leurs gouvernements et pays respectifs. En raison de l'absence de consensus gouvernemental et de la marge de manoeuvre réduite qu'imposent les électeurs aux gouvernements, le secteur privé offre peut-être une solution d'avenir. Les propositions soumises aux gouvernements français et britannique en offrent l'illustration. A l'instar du modèle d'intégration européenne des années 1980, les initiatives des entreprises privées peuvent utilement servir à aborder les problèmes liés aux barrières commerciales. Ces relations doivent cependant être réglementées jusqu'à un certain niveau.

Abaissement des barrières

L'abaissement des barrières commerciales doit être opéré progressivement de manière à assurer la réussite de l'adaptation économique. Le concours gouvernemental joue un rôle vital lorsque les barrières commerciales sont abaissées. Un consensus se dégage pour ce qui est du désarmement tarifaire de l'Europe, vis-à-vis notamment des pays où une industrie naissante joue un rôle vital.

Emergence de blocs régionaux

La mise en place d'unions au sein des pays en développement est vivement encouragée, ce qui est notamment le cas d'ELOWAS et de l'ANASE. Voilà pourquoi la Grande Bretagne et la France devraient peut-être appuyer l'émergence d'unions : celle d'une Union Africaine donnant naissance à une union monétaire ainsi qu'à une union économique. Désarmement des barrières commerciales intérieures. Encouragement du commerce au sein de groupements régionaux. Nécessité de la mise en place de liens avec d'autres entreprises locales mais de nouvelles structures doivent être aménagées. Nécessité de nouer des liens avec d'autres entreprises locales afin de pouvoir faire pression sur des organisations telles qu'ELOWAS.

Transition psychologique

Le problème fondamental à aborder est le suivant : comment réaliser cela? S'agissant de la PAC, la justification principale est peut-être politique car dans l'esprit de l'électorat âgé, elle reste liée à la nécessité d'autosuffisance en souvenir des restrictions alimentaires de la seconde guerre mondiale. Voilà pourquoi les esprits doivent évoluer en profondeur. Nous adhérons à l'idée selon laquelle tout pays devrait se spécialiser dans les produits ou services pour lesquels il détient un avantage en matière de production. Produis ce que tu excelles à produire au lieu de te faire imposer la « production de blé » que d'autres pays peuvent produire plus efficacement.

Group A.

Role of Private firms:

Possible model of further development by using the power of private firms and corporation. If Africans can group together to create a negotiating force, they can approach firms in the private sector who consider investment opportunities. These private sector firms can then put pressure on their respective governments and nations. Due to lack of government consensus and restrictions placed in the governments by the electorate, perhaps the private sector is the way forward. This is illustrated by the proposals put forward to French and UK governments. As with the 1980s model of European integration, private companies' initiatives may be helpful to tackle the trade barrier issues. However there needs to be some level of regulation in these relations.

Reducing barriers

The reduction of trade barriers needs to be a gradual process to allow economies to adapt successfully. The government support is vital when trade barriers are reduced. In general there is consensus that Europe should drop their external trade barriers, considering countries with vital infant industries.

Development of regional blocs

There is strong support for the development of unions within developing countries by supporting unions such as ELOWAS and ASEAN. Therefore perhaps Britain and France should support the development of unions: an African Union perhaps that develops into a currency union and an economic union. Knock down barriers internally. Encourage trade in regional groupings, but new structures have to be built. They need to build links with other local businesses to put pressure on organisations such as ELOWAS.

Mental transition

Fundamental issue to consider is the mental transition: how does this occur? In terms of the CAP, the main justification for this is perhaps political because in the mindset of the older electorate is self-sufficiency when compared to the food shortages that occurred in World War II. Thus there needs to be a fundamental shift in the mentality of the electorate. We agree with the idea that each country should specialise in the products or services in which it has a productive advantage. Produce what you are good at rather than imposing on the "production of wheat", which other countries can produce more efficiently.

More on tariff barriers

Tariff barriers: we do not agree that this should be a general rushed process. We recognise the need for a managed pace of tariff reductions, which recognises the vulnerability of infant industries and their need for some sort of protection from the forces of competition. These should be assessed on a product by product / country to country level. Removal of tariff barriers should occur at a managed pace.

Précisions au sujet des barrières commerciales

Barrières tarifaires : nous n'acceptons pas la mise en place d'un processus accéléré. Nous reconnaissons la nécessité de réductions tarifaires au rythme mesuré faisant entrer en ligne de compte la vulnérabilité des industries naissantes et l'impératif afférent d'une protection quelconque contre les forces de la concurrence. Semblables éléments mériteraient d'être évalués produit par produit et pays par pays. La suppression des barrières douanières doit intervenir à un rythme calculé.

Aboutissements de la mise en place d'un marché unique

L'élimination des barrières commerciales entre la France et la Grande Bretagne a engendré une progression significative du commerce au niveau du consommateur. Cela s'est traduit par un élargissement de l'éventail des choix et par un meilleur confort, notamment au niveau des prix à la consommation. Il est largement admis que le désarmement tarifaire, partiel ou non, a entraîné un relèvement généralisé du niveau de vie des personnes. Le phénomène pourrait être élargi aux régions en développement au travers de la réduction des droits de douanes internes aux régions.

Relations franco-britanniques

L'un des domaines déterminants où des progrès sont attendus est celui de l'ouverture réelle des marchés internationaux français et britannique. C'est notamment le cas de la France qui maintient des mesures protectionnistes à l'encontre des sociétés britanniques, leur interdisant ainsi d'acheter des entreprises françaises. Les impératifs d'ordre sécuritaire national ne sont plus de mise au service du protectionnisme. L'avenir des relations franco-britanniques repose sur l'ouverture véritable des marchés français aux Britanniques, à savoir sur le resserrement des liens économiques.

Quelques réflexions

Il est permis de douter de la volonté britannique s'agissant du resserrement des liens économiques avec la France et l'UE en général. Les Britanniques ont refusé l'euro. C'est ainsi que le cynisme de l'Union s'est manifesté de manière différente dans les deux pays. Les Français traduisent cela par leur rejet de la constitution et par le refus des Britanniques d'adopter l'euro. Voilà pourquoi le grand public doit comprendre le fonctionnement de la Commission et les institutions européennes ainsi que les fondements sur lesquels elles reposent. Le projet européen a beaucoup avancé à l'insu du grand public. Il faut limiter les distorsions d'image galvaudées par les médias et sensibiliser le grand public à la constitution de l'UE dont les objectifs et ambitions doivent être clairement explicités. Voilà pourquoi l'amélioration des relations franco-britanniques passe impérativement par l'adoption d'une position commune vis-à-vis de l'UE.

Groupe B

Reforme de la Politique Agricole Commune (PAC)

Sir Stuart Bell, Membre du Parlement britannique, a orchestré la discussion préliminaire avant que les onze étudiants français et britanniques ne s'accordent sur les points clés suivants :

Results of the creation of a single market

The removal of trade barriers between France and Britain has resulted in a significant increase in trade at the consumer level. This has increased the choice and convenience mainly at the level of consumer products. The consensus has been that there has been a general improvement in the welfare of citizens due to the reduction of tariff barriers. Perhaps these can be applied to developing regions by the reduction of intra-regional tariffs

Franco-British relations

One of the key areas for improvement is that the French and British have to genuinely open up their markets internationally. Especially France which still has protectionist measures erected against British companies, thus preventing them from purchasing French utilities. Justifications of national security should be eradicated as a tool for protectionism. The future of the Franco-British relationship lies in the true opening-up of French markets to the British. Thus the future lies in further economic links being developed.

Editorial: food for thought.

There are reservations as to the extent to which Britain is truly ready to improve economic links with the French and the EU in general. The British have refused to accept the Euro. Thus perhaps the cynicism of the Union has manifested itself in two different ways in the different countries. The French illustrate this with their down vote of the constitution and British refusal to adopt the Euro. Therefore a common agreement and understanding of the fundamental s of the European commission and institutions need to be understood by the general public. The EU project has advanced significantly without the inclusion of the general public. Misrepresentation in the media needs to be reduced and education of the general public in EU constitution and the views on its goals and ambitions need to be made clear to the people. Thus in improving Franco-British relations it is important that they adopt a common stance on the EU.

Group B –

EU Common Agricultural Policy (CAP) Reform

Sir Stuart Bell, MP, led the preliminary discussion before 11 French and British students came to agreement on the following key points to go forward.

A. Overall Political framework for Reform to Operate Within

- Agree need for unified EU position to present to the WTO Doha round talks at Hong Kong in December 2005
- EU should pursue CAP reform independently and not make reform contingent on reform elsewhere globally, e.g. US Farm Aid restructuring
- Any CAP reform must take into account the urgent financial constraints necessitated by the EU enlargement of May 2004.

A. *Cadre politique général nécessaire pour opérer la réforme:*

- Une position unie de l'Union Européenne est nécessaire pour les rencontres de l'OMC à Hong Kong en décembre 2005
- L'UE devrait poursuivre la réforme de la PAC indépendamment des réformes effectuées ailleurs, notamment la restructuration de l'aide aux agriculteurs aux Etats-Unis
- Toute réforme de la PAC doit prendre en compte les contraintes financières urgentes imposées par l'élargissement de l'Union en mai 2004.

B. *PAC domestique dans l'UE*

- La PAC actuelle n'est pas satisfaisante car elle n'est pas efficace dans l'allocation des subventions.
- Il faut passer d'un modèle encourageant la production en surplus à une politique qui mette l'accent sur la gestion des terrains et la conservation rurale.
- Gestion des terres:
 - o Les aides économiques encourageant les agriculteurs à préserver l'environnement rural (eaux, forêts, faune)
 - o Encouragements possibles pour inciter à passer à la production de produits de haute qualité en petite quantité, tels les produits biologiques ou les produits locaux spécialisés.

C. *PAC extérieure*

- La PAC de l'Union Européenne doit être étroitement liée aux questions de libéralisation internationale du commerce et de développement international.
- La réduction des subventions à la production alimentaire pourra réduire/éliminer les surplus, et ainsi réduire/éliminer le rejet de produits agricoles vers les pays en développement.
- Explorer les possibilités de politiques préférentielles centrées sur les pays pauvres hautement endettés (par exemple, l'abaissement des droits de douane)

D. *Problèmes majeurs à résoudre*

- L'allocation individuelle appropriée, dans les dépenses de l'UE, pour l'agriculture et la gestion des terres, par comparaison avec le budget alloué à la science, la technologie et la cohésion structurelle des fonds.
- Le nombre d'agriculteurs économiquement viable dans chaque pays membre de l'UE face à la compétition globale.

- This document is only a first step to enable progress on consensus issues. It is not a total solution but an attempt to break the existing stalemate.

B. *Domestic CAP Policy in the EU*

- Current CAP is unsatisfactory as it is allocatively inefficient
- Need to shift emphasis away from the surplus-prone productive model to a policy emphasising land management and rural conservation
- Land management:
 - o Economic incentives for farmers to conserve rural environment (forest, wetland, wildlife conservation)
 - o Possible incentives for shift to high value low quantity food produce, e.g. organic or specialist local food.

C. *External CAP Policy*

- EU CAP policy must be closely linked to issues of international trade liberalisation and international development.
- Reduction of food production subsidies will reduce / eliminate surpluses and therefore reduce / eliminate dumping of agricultural products on the developing world
- Explore possibility of preferential policies focused on Highly Indebted Poor Countries (e.g. reduced tariffs)

D. *Outstanding Issues to be Resolved*

- The appropriate per capita allocation of EU budgetary expenditure on agriculture and land management vs. science and technology and structural cohesion funds.
- The number of farmers that is economically sustainable in each EU member country in the face of global competition

Notes rédigées par / Notes taken by: xx & Jamie Bockbank

Groupe 8 – Group 8

Ce groupe de travail s'est accordé sur une position commune, et présente un résumé des problèmes à résoudre, buts à atteindre et politiques spécifiques à mettre en place pour l'ouverture des barrières.

This working group has agreed on a common stance, presenting a summary of issues to resolve, goals to attain, and specific trade barrier policies to achieve.

Ce groupe de travail note que:

1. Dans certains cas, les barrières au libre échange sont appropriées car les pays ont des besoins divers en termes de développement.
2. Les entreprises qui investissent dans les pays en développement en retirent du profit.
3. Il y a des bénéfices commerciaux également pour les pays qui investissent dans la responsabilité sociale des entreprises (par exemple au niveau des relations publiques, de l'économie, de la législation sur le contrôle des pratiques ; la responsabilité des entreprises engage une responsabilité culturelle.)

Ce groupe de travail qualifie de "responsables" les attitudes suivantes:

1. Encourager le développement des savoirs et savoir-faires locaux.
2. Développer une équipe intégrée de travailleurs qualifiés venus à la fois du pays d'accueil et du pays d'origine.
3. Se tenir à un engagement permanent dans la région concernée.
4. L'entreprise peut réinvestir une part de son profit dans des pays en développement.
5. Composer, appliquer et rendre accessible un ensemble déterminé de valeurs pour le travail de l'entreprise. Ces valeurs et leur contrôle seront publiés : ceci encouragera les autres à agir de manière similaire.
6. Ces critères seront mis en application par un organisme de régulation internationale.

En ce qui concerne les barrières commerciales :

1. Les subventions devraient être employées de façon utile dans les pays en développement, pour encourager les technologies émergentes et s'éloigner de la dépendance aux produits traditionnels.
2. Nous notons que les subventions sont injustes envers la concurrence et sont toujours avantageuses à l'industrie protégée. Les subventions équivalent à donner du poisson à un mauvais pêcheur, au lieu d'améliorer ses techniques de pêche. Elles ne sont des solutions que dans le court terme—peut-être ne sont-elles pas des solutions du tout.
3. Les pays en développement sont souvent désavantagés dans les négociations internationales. Des négociateurs expérimentés pourraient être prêtés aux pays en développement, à la fois pour négocier en leur nom et pour entraîner les négociateurs locaux.
4. Les subventions devraient être contrôlées véritablement et efficacement.

Résumé :

Nous croyons que les barrières commerciales représentent des « ouvertures commerciales », qui peuvent être véritablement utilisées à l'avantage des pays en développement.

This working group notes:

1. In some cases, barriers to free trade are appropriate as countries have different developmental needs
2. Companies investing in developing countries do so to develop their own profit
3. There are business benefits for countries investing in corporate responsibility (i.e. PR, economic, legislation on policy reporting, corporate responsibility incorporates cultural responsibility)

This working group finds the following criteria to be "responsible":

1. Encourage development of local knowledge and skills
2. Develop an integrated team of skilled employees from both the host and donor countries
3. Commitment to permanent engagement in the area
4. The company can invest profit back into developing countries
5. Forming, acting upon and accessing a clear set of values for the company to work by. These values and their assessment will be published – this will encourage others to act similarly
6. These criteria will be enforced by an international regulatory body

Regarding trade barriers:

1. Subsidies should be usefully employed, in developing countries to encourage emerging technologies and moving away from dependence on traditional products
2. We note that subsidies are unfair to competition and are always advantageous to the protected industry. Subsidies are like giving bad fishermen fish, rather than improving his or her fishing techniques. They are only short-term solutions – perhaps not a solution at all
3. Developing countries are often at a disadvantage in international negotiations. Experienced negotiators could be lent to developing countries, both to negotiate on their behalf and to train indigenous negotiators
4. Subsidies should be regulated efficiently and effectively

Summary:

We believe that trade barriers can be used as "trade openings" by effectively using them to the advantage of developing countries.

Notes rédigées par / Notes taken by: Barbara Harvey & Leila Kamgar

Développement des énergies renouvelables – Developing renewable energy sources

Invités et intervenants - Guests and speakers

Richard Armand, Entreprises Pour l'Environnement
SE Javier Diaz Carmona, Secretary-General, Group of 77, UNESCO
Dominique Dupard, WWF
The Lord Howell of Guildford
Stephen Hugh Jones, formerly of The Economist
Olivier de Lourmel, Directeur du laboratoire Cysel, EDF
Dr. Carole Nakhle, Parliamentary Special Energy Adviser to The Lord Howell of Guildford
Robert Walter MP
Roger Williamson, Wilton Park Conferences

Questions posées - Questions raised

Que peuvent faire les entreprises françaises et britanniques pour promouvoir le développement et l'essor des énergies durables? Que peut apporter l'utilisation des sources d'énergies renouvelables au développement international? Quelles sont les conséquences de notre dépendance aux sources traditionnelles pour les pays en développement? Quelles sont les implications d'un abandon des énergies traditionnelles pour les pays producteurs de pétrole? Les technologies nouvelles seront-elles accessibles aux nations en développement?

What can French and British companies do to promote the development and uptake of sustainable energy? What can the use of renewable energy sources bring to international development? What are the consequences for developing countries of our continuing reliance upon conventional fuels? What are the implications of a move away from conventional fuels for fuel-producing countries? Will the technologies that are being developed be affordable for developing countries?

NB :

*L'un des groupes travaillant sur cette question n'a pas rédigé de compte-rendu car les participants ne sont pas parvenus à un consensus.
One of the groups working on this question did not write a summary, since no consensus was reached.*



© Berny Sebe

Working Group number 11 prepare their summaries for presentation.
The Summit's debates and working groups provide for a dynamic exchange of ideas on a challenging topic and within a limited time-frame. Such groups stimulate interaction, build skills, and most importantly encourage teamwork.



© Berny Sebe



© Berny Sebe



© Dominique Lam

Groupe 10 – Group 10

Un accord s'est dégagé au sein du groupe sur problèmes identifiés, et la rédaction de conclusions s'est fait en équipes.

This group has come to a common conclusion on the main issues to address, and divided themselves in smaller groups to produce a collective paper.

Introduction

La problématique énergétique, et la question des énergies renouvelables en particulier, prend une importance croissante. Il est établi que les méthodes actuelles seront insuffisantes pour pourvoir à la demande d'une population en constante augmentation, et posent des risques de plus en plus importants.

Les inquiétudes concernant la production du charbon et du pétrole s'ajoutent à la peur du manque pour l'avenir. Les risques environnementaux incluent la pollution et le réchauffement climatique. La dépendence énergétique, en particulier par rapport à des pays faibles et instables pose bon nombre de problèmes politiques et de sécurité, sans oublier l'impact économique de la montée des prix du pétrole!

La demande énergétique ne peut que s'accroître, en particulier avec l'émergence de nouvelles grandes puissances, telle que la Chine (dont les usines sont particulièrement polluantes) et il est impératif de se plonger dans la recherche d'énergies renouvelables.

Nous connaissons les limites des énergies "alternatives" – l'investissement dans la recherche et le développement, en particulier en terme de stockage de l'énergie, se doit donc d'être une priorité. Les gouvernements se doivent de montrer le droit chemin, ainsi que pour guider la distribution des ressources et, sur un plan régional, dans la sauvegarde de l'énergie, dans les industries comme dans les foyers.

Ceci nous amène donc à discuter les voies possibles du développement des énergies renouvelables, et du rôle particulier de la France et de la Grande Bretagne.

1/ Recherche et Développement

La recherche et le développement se doivent d'orienter leurs travail sur le transport, mais aussi dans le domaine de la production de l'énergie, afin de combattre le changement climatique et la destruction de l'environnement. Des politiques stratégiques sont essentielles pour renforcer et amplifier le travail déjà engagé par les entreprises européennes en matière de technologies "vertes".

Domaine très récent, la R & D se doit de répondre en ratisant large, et toutes les nouvelles sources d'énergie en cours de développement, solaire, éolienne, hydroélectrique etc..., doivent être financées et soumises à un effort de recherche supplémentaires. Il ne faut pas pour autant délaisser la recherche sur des énergies non renouvelables, comme le charbon, plus propre et plus efficace.

En plus de ses fins environnementales, les économies faites grâce à la conservation énergétique pourraient, et devraient être redirigées pour subventionner les sources d'énergies renouvelables qui ne sont pas encore compétitifs sur le marché. L'énergie nucléaire est relativement propre mais étant donné ses risques à long terme, nous ne croyons pas qu'il est nécessaire de la promouvoir davantage.

Introduction

The issue of Energy and the question of Renewable Energy specifically is of fundamental current & continuing future importance. The fear that traditional methods of supplying energy will not sustain a growing, demanding population has long been acknowledged, and poses a wide reaching threat.

Current focus on coal & oil production causes several concerns in addition to future shortages. Environmental issues include pollution, global warming; the reliance on outside and potentially unstable countries could pose a political and security threat; and economic repercussions are once again typically with increasing oil prices.

There will always be a demand for energy particularly with increasingly powerful economies such as China (where pollution from factories has been noted especially), and so there is a need to look to renewable energy resources.

We are aware of the restrictions posed by all alternative energies – & therefore investment in research & development especially relating to storing energy should be a priority. This, & indeed guidance in resource allocation is a point on which governments can lead, also on a more direct regional level in increasing industry and domestic efficiency in saving energy.

This leads to discussion in how development of renewable energy can go ahead, with specifics on French/British roles.

1/ Research and Development

Apart from transport, there is also a clear need to boost R & D in the area of energy production, to combat climate change and environmental destruction. While European enterprises have already played, and will undoubtedly, an innovative role in developing new green technologies, strategic policies are essential to ensure that technological change is realized fast enough.

Currently, the field of renewables is still in its early stages, so that a broadly based R & D drive is essential. Thus, all currently developing sources of renewable energy, such as wind, solar, hydroelectric and tidal power, should receive additional funding and research efforts. Meanwhile, it is also worthwhile to focus on making non-renewable fuels, in particular coal, cleaner and more efficient. However, a particular emphasis should be placed on energy efficiency and conservation technology. Apart from helping to protect the environment, the financial savings generated by energy conservation could and should be used to cross-subsidize RES (renewable energy sources) that are currently not yet competitive on the market. Nuclear energy currently provides relatively clean energy, but given its long-term risks, we do not believe that it should be promoted any further.

2/ The role of the government and the EU

We overall believe that the government have a crucial role to play, primarily to encourage people to

2/ Le rôle du Gouvernement et de l'UE

Nous croyons dans l'ensemble que le gouvernement a un rôle essentiel à jouer, principalement pour encourager la population à consommer moins d'énergie. Nous avons identifié plusieurs manières de le faire :

Campagnes d'informations.

De telles campagnes existent déjà, mais elles doivent être rendues plus intenses, notamment en informant davantage le public des développements en matière d'énergies renouvelables.

Législation

Des lois obligeant les entreprises à utiliser une certaine proportion d'énergies renouvelables OU, le cas échéant, produire une certaine proportion d'énergies renouvelables.

Taxation

Taxer plus lourdement les énergies non renouvelables est un moyen efficace de convertir les gens aux énergies vertes, mais ne peut être effectué que dans la mesure où les alternatives sont disponibles pour tous.

En GB, la taxe pétrolière est très élevée, mais les sommes ainsi récoltées doivent être réinvesties dans la recherche énergétique.

La taxation est injuste si elle n'handicape que les plus modestes.

Subventions

Elles devraient encourager les entreprises à faire plus de recherche dans ce domaine. Le programme de subvention doit par ailleurs être très structuré pour s'assurer qu'il n'y ait pas de gâchis.

Partenariats Public/Privé

Nous considérons la possibilité d'entreprises travaillant pour les deux. L'expérience a toutefois montré que ces partenariats étaient rarement efficaces (confusion des rôles etc...)

Les programmes gouvernementaux sont-ils efficaces?

Après discussion sur la possibilité d'une commission sur les initiatives gouvernementales et la répartition des financements, nous avons conclu que le rôle du gouvernement est ici d'encourager les économies d'énergie et d'offrir des incitations afin de susciter des changements d'attitude et d'encourager l'innovation.

3/ L'exemple du Biofuel.

Le Biodiesel est un bon exemple d'une énergie renouvelable et rentable. Des alternatives au pétrole ont été développées ces dernières années, comme l'éthanol, le bio-diésel (fait au Brésil à base de canne à sucre, et ailleurs, de la matière première la plus répandue – mais aux Etats Unis, betterave à sucre en Europe) les fuels hybrides (5 à 10% de bio diesel et 90 à 95% de pétrole)

La hausse constante des prix du pétrole a augmenté l'attractivité des bio diésels. Sa production est très flexible. Ce type d'énergie se devrait d'être encouragé par les gouvernements. Une palette d'options est disponible à cet effet :

- un système de taxation flexible et échelonné.
- des subventions de la R&D, pour rendre ces énergies moins chères, plus pratiques et efficaces.
- subvention des autorités locales pour leur permettre d'améliorer les transports publics.

consume less energy. We have identified several ways in which we can do this:

Public awareness campaign

Although this is already occurring there is always the option of making the campaign more intensive. In particular, the public should be given more information about new developments and viable alternatives to unrenrenewable energy.

Government legislation

Laws which mean that companies would have to use a certain proportion of renewable energy (i.e. carbon credits) OR companies which produce fuel should have to produce a certain percentage of renewable energy.

Taxation

Taxation on unrenrenewable energy would be an effective way to convert people but cannot be put into place until alternatives are available for everyone.

In the UK tax on petrol is very high at present but more money from this should be used in researching renewable energy.

Taxation is ultimately unjust as the poor people who still need to travel will be hit a lot harder than the rich

Subsidies

Should be used as an incentive to encourage firms to do more research into the area. However, it must be a structured program to ensure that money is not wasted.

Public Private Partnerships

We considered the possibility of part government, part private companies working together. However, evidence shows that this would not be effective due to confusion over roles for example.

How effective are government schemes?

We discussed whether there should be a commission to decide whether government initiatives are effective and whether public expenditure is worthwhile. Overall, we have come to the conclusion that the role of the government in developing renewable energy is to encourage the reduction of unnecessary energy consumption and to offer incentives to change people's attitudes and opinions and encourage innovation.

3/ Biofuel as an example

Bio-fuel is a good example of how renewable energies can be an economically viable alternative to more traditional energies, at a moment when the barrel of oil has rocketed up to above 50 US \$. Alternatives to oil have been made available in the last decades, in the form of bio-diesel, ethanol and hybrid fuel combining between 5 and 10 % of bio-diesel and 90 and 95 % of petrol. Bio-diesel is made using sugar cane in Brazil, the most easily available resource on the spot: maize in the USA, or beetroot sugar in Europe.

The steady rise of oil prices has significantly enhanced the attractiveness of bio-diesel, the threshold being ca. \$ 60. The production of bio-diesel is particularly flexible, as time, place and amount of production can adapt to the demand. It seems therefore that this type of energy should be encouraged through governmental intervention, and not only due to market fluctuations. To that purpose, governments have a number of options available to promote and favour the use of renewable energies and their industrial development, namely:

- A flexible taxation system can be an incentive for both companies and consumers to use these products

- légiférer afin que chaque entreprise soit obligée d'utiliser une partie d'énergies renouvelables.
- communiquer

Conclusion:

Nous nous sommes rendus compte que, malgré la question de départ, le rôle des entreprises françaises et britanniques dans la promotion des énergies renouvelables dans les pays en voie de développement, la France et le Royaume Uni, et l'ensemble des pays développés font face à des problèmes similaires.

Malgré les divergences de leurs politiques énergétiques, certaines stratégies peuvent être développées mains dans la main.

1. Le premier pas d'une stratégie d'énergie renouvelable est d'économiser l'énergie. Les deux pays, et leurs entreprises pourraient commencer à développer une politique en matière d'efficacité énergétique.
2. A propos de la solution de taxer les énergies non renouvelables pour inciter les gens à consommer des énergies renouvelables, il est important que cette mesure soit appliquée dans chaque pays de l'EU afin de ne pas créer une concurrence déloyale.
3. A long terme, la France et la Grande Bretagne pourraient poursuivre des initiatives de R&D communes dans le domaine énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables.

- Subsidies to private or public technological research and development in order to render these energies and their use, cheaper, easier and more effective
- Subsidies to local authorities to allow them to improve the public transportation system.
- Enforcing regulations that make it compulsory for industrial companies to make use of a certain level of renewable energy.
- By developing public awareness

Conclusion:

Although the subject of the discussion was initially couched in terms of what British and French companies can do to promote renewable energy sources in developing countries, we have seen throughout our discussion that the problem is equally prevalent within developed countries, like Britain and France.

In spite of their divergent strategies in energy policy (particularly in the domain of nuclear power, with 75 % of the electricity produced in France coming from nuclear sources) there are nonetheless strategies that our two countries can usefully pursue together.

4. First of all the beginning of a "renewable energy strategy" is to save it! The French and British companies and nations could start to implement an "energy management" (energy efficiency).
5. A propos de la solution de taxer les énergies non renouvelables pour inciter les gens à consommer des énergies renouvelables, il est important que cette mesure soit appliquée dans chaque pays de l'EU afin de ne pas créer une concurrence déloyale
6. In the longer term France and Britain could pursue joint R & D initiatives in the field of renewable energy sources and their practical application in the industrial sphere (e.g. the development of a (non-legible word – clever?) renewable fuel source for motor vehicles) in areas of interest to both parties.

Rédaction collective en petits groupes coordonnée par / Collective writing in small groups, coordinated by : Berny Sebe

Groupe 11 – Group 11

*Ce groupe a adopté une position commune sur le débat.
This group has come to a common conclusion on their debate.*

Sommaire des enjeux cités :

1. Ressources nucléaires
2. Ressources renouvelables
3. Changement climatique
4. Géopolitique
5. Consommation
6. Responsabilité individuelle contre politique
7. Secteur privé vs le secteur public
8. Problèmes complexes à tout niveaux (du personnel à l'international)
9. De la recherche à la réalisation

1. Ressources nucléaires
 - Débat Français/Britannique:
 - France/Français pensent que c'est la manière d'avancer – ils ont déjà trop investi > ils se reposent trop sur un seul problème – doivent diversifier leur énergie avec celles renouvelables
 - Attitude Britannique divisée > mais reconnaissent qu'un changement en faveur des ressources renouvelables est important
2. Renouvelable
 - Problème de stockage
 - Différents pays, différents besoins > sources changent
 - Intermittence
 - Economies d'échelles
 - Emplacement approprié, environnement etc.
 - Plus dans un futur proche
 - Comment changer d'une utilisation de ressources traditionnelles (pétrole et nucléaire) à des ressources renouvelables?
3. Réchauffement planétaire
 - Causé par l'homme – sans doute encore trop important pour l'ignorer
 - Besoin d'un consensus global
 - Besoin d'avancer malgré les résistances de nombreux pays
 - Principes de précautions
 - Kyoto un pas en avant mais pas le dernier
 - Alliance Franco/Britannique pour avancer > accords bilatéraux
4. Géo-politique
 - Réserves de pétrole et gaz subsistent mais souvent dans des pays instables
 - Prix du pétrole n'est pas stable
 - Corrélation entre les pays dépendants du pétrole et la stabilité (de l'état) nationale
 - Alternatives au pétrole pour les pays dépendants du pétrole
 - Sécurité au niveau de l'énergie nécessite une diversification de l'économie
 - Manque de conséquences lorsqu'on déteste les pays du tiers monde de leur dépendance au pétrole
5. Consommation
 - De petits changements peuvent faire baisser la consommation, c'est à la fois un problème de production et de consommation (ex. l'Ouest)
 - Disparités dans la consommation mondiale > le future (ex. la Chine)
 -

Problems/Issues:

10. Nuclear resources
 11. Renewable resources
 12. Climate change
 13. Geo-politics
 14. Consumption
 15. policy vs. personal responsibility
 16. private sector vs. government
 17. complex issues at all levels (personal to international)
 18. from research to implementation
1. Nuclear resources
 - French/British debate:
 - France relies heavily on nuclear energy and is reluctant to diversify its energy resources.
 - The large sunken costs of nuclear energy make it difficult to diversify.
 - Britain relies on nuclear energy, but has moved to incorporate more renewables into its energy resource base.
 2. Renewables
 - How to incorporate renewable energy resources into the already existing resource base?
 - Different circumstances require different energy plans, which should be appropriate to location, environment etc.
 - A solar energy scheme is viable in Brazil, but less viable in Iceland.
 - Sao Paulo does not have an energy grid. Therefore, it may prove more difficult to implement a large-scale renewable energy scheme in Sao Paulo than in New York City
 - Economies of scale: As the industry for renewables expands, their cost per unit will decrease. Thus greater use of renewables can be expected for the future.
 3. Global warming
 - It is human-induced (we presume) and is too important to doubt or ignore.
 - Though global consensus concerning the causes and effects of global warming is badly needed, action must be taken to combat global warming, despite resistance by various countries (most notably the USA)
 - The Kyoto protocol is one step in the right direction, but by no means is it the final step needed to combat global warming.
 - Bi-lateral accords between the British and French governments may help to further action against global warming.
 4. Geo-politics
 - A large supply of oil and gas reserves remain (often in politically unstable countries).
 - Oil prices are not stable.
 - Oil-exporting countries are not likely to support renewables.
 - Energy security necessitates economic diversification.
 5. Consumption
 - Small changes in human behavior can decrease consumption (i.e. using public transport). Thus energy

6. Politique et responsabilité
 - Education > initiatives étudiantes
 - Besoin de législation
 - Rôle des médias comme source d'information
 - Désirabilité vs. connaissance
 - Menaces sur la sécurité nationale : manque de volonté politique
 - Assurance que les coûts soient incorporés au prix de l'énergie
 7. Privé vs. gouvernement
 - Les gouvernements doivent mettre en place des encouragements pour développer les énergies renouvelables
 - A qui la responsabilité de la R&D ? Les compagnies pétrolières ? l'Etat ?
 8. Complexe
 - Politique (leaders > initient les politiques)
 - Economique (forces du marché) économies d'échelle > pas une seule réponse
 - Considérations sociales
 - Geopolitique
 - Ecologie
 - Interdépendance de tous les facteurs
 - De nombreux acteurs étatiques et non étatiques
 - Réponse immédiate : individu
 - Long terme = coopération internationale > l'importance est la coopération et l'unité entre la France et la Grande Bretagne
 9. Recherche
 - Education à K-12 et enseignement supérieur
 - Pourquoi la recherche n'a pas aboutit ?
 - R&D de l'université à l'implantation
 10. Droits et besoins des pays en voie de développement
 - Problème mondial, qui doit être adressé mondialement
 - Quelles solutions pour quelles parties du globe ?
 - De grandes parties du monde n'ont pas accès à l'énergie
 - Partage de l'énergie
 - Partage technologique
 - Venezuela/ Ghana (Barrage de Volta)/ Brésil – des pas vers l'auto suffisance
 - Pétrole = pouvoir et argent > besoin de nouvelles sources de prospérité économiques pour les économies pétrolières
 - Paradoxe de la question environnementale
- scarcity is not only a problem that concerns production, but it also concerns consumption.
- There is a disparity of consumption worldwide, evident in the excessive amount of energy the USA consumes.
 - In the near future, China may surpass the USA, in terms of its energy consumption.
6. Policy and responsibility
 - Education campaigns are needed to promote awareness and use of renewables. Universities may serve as the primary institutions by which these initiatives are funded and supported.
 - Government legislation is needed to implement renewable energy plans.
 - The media can deliver information on renewables to consumers.
 7. Private vs. government
 - Government needs to create incentives and framework allowing renewable energy resources to emerge.
 - Government needs to establish safety standards for new energy technologies.
 - Both government and private companies need to collaborate on R&D in the field of renewable energy sources.
 8. Complexities
 - Political: Policy makers don't always succeed at implementing the policies they propose.
 - Economic: Market forces will greatly determine the emergence of renewables
 - Social considerations: The public's awareness of renewable energies will determine, in part, the development of more renewables.
 - Geo-political: OPEC may be able to prevent market shifts away from petrol products towards renewables.
 - Ecological: The public's awareness of global warming will determine, in part, the development of renewables.
 - All these issues are interdependent and can be affected by both state and non-state actors.
 - Individual can take initiatives to promote awareness of renewables.
 - International cooperation is needed to assist the development of nuclear energies.
 9. Research and implementation
 - Education of renewables is needed both at the K-12 level and higher level.
 - R&D should ultimately lead to implementation
 10. Needs and rights of developing world
 - Because renewable energies is a global issue, it needs to be addressed by the global community.
 - Different plans will be needed for different parts of the globe.
 - Significant part of the world does not have access to energy needs.
 - Energy sharing may prove to be a viable solution for countries with limited energy sources.
 - Technology sharing is necessary for the development of renewables
 - Venezuela, Ghana (Volta dam), Brazil are countries which have taken positive steps towards energy self-sufficiency.
 - Facing the the growth of the renewable energy market, countries dependent on oil-exports may need to alter their economies

Origines de l'Alliance Etudiante Franco-Britannique

En 2004 la France et l'Angleterre commémoraient le centenaire de l'Entente Cordiale. A cette occasion les étudiants de deux écoles prestigieuses, Sciences Po Paris et la London School of Economics, se sont réunis pour nouer des liens plus étroits. Ainsi furent posées les fondations de l'Alliance Etudiante Franco-Britannique. L'Alliance s'est ensuite agrandie, avec la participation d'HEC, de l'Ecole Polytechnique, d'Oxford, et de Cambridge.

Chaque université possède sa propre branche locale de l'Alliance, et l'équilibre entre les écoles est assuré par une présidence et un comité généraux. Dans les années à venir, des événements seront organisés dans chacune des six institutions. Le premier sommet général de l'AEFB a eu lieu à Polytechnique, qui a ensuite passé le relais à Oxford pour 2006. Voici un bref historique de nos rencontres précédentes, et quelques dates clés dans l'histoire de l'Alliance.

Avril 2004 : l'AEFB a été fondée au Château de Breteuil (lieu de la signature du traité de l'Entente Cordiale), par des étudiants de Sciences-Po Paris et de la London School of Economics.

Décembre 2004 : nouvelle rencontre entre étudiants de la LSE et de Sciences-Po, sur le sol anglais cette fois, à Hatfield House, chez Lord Salisbury.

Printemps 2005 : fait sans précédent dans l'histoire de nos deux pays, le Président de la République Française et la Reine d'Angleterre ont apporté leur soutien conjoint à une initiative étudiante franco-britannique, en accordant leur patronage officiel à l'Alliance Franco-Britannique. Les équipes de LSE et de Sciences-Po avaient dès lors proposé aux quatre autres écoles de rejoindre l'Alliance, et des branches locales commencèrent à se développer dans les six institutions pour préparer le premier sommet.

Octobre 2005 : le premier sommet étudiant franco-britannique a été organisé à l'école Polytechnique, en présence d'étudiants des six écoles. Son thème central était celui du Pacte Mondial, et la question de la responsabilité des entreprises dans le développement international.



1^{er} à gauche : Michèle Alliot-Marie, Ministre de la Défense, ouvre le premier Sommet de l'Alliance Etudiante Franco-britannique

Far left : Michèle Alliot-Marie, Minister of Defense, inaugurates the first Summit of the Franco-British Student Alliance

A gauche : Sir John Holmes, Ambassadeur de Grande-Bretagne, avec Michèle Alliot-Marie
At left: British ambassador Sir John Holmes with Michèle Alliot-Marie

© P. Senech-Rocher

Origins of the Franco-British Student Alliance

In 2004, Britain and France celebrated the centenary of the Entente Cordiale, and on this occasion the students of two prestigious schools, Science-Po Paris and LSE, decided to meet up and celebrate their friendship as well. Thus was laid the foundation of the Franco-British Student Alliance, which later grew to include four more universities: Oxford, Cambridge, HEC and Polytechnique.

There is a local branch of the Alliance in each of the universities, as well as a general chair and committee ensuring that the balance between the schools is kept. In coming years, events will be organised in all six institutions. The first general FBFA summit took place at Polytechnique. Here are some of our previous events, and a few important dates in the foundation and development of the Alliance:

April 2004 : The FBFA was founded in the Château de Breteuil (where the Entente Cordiale treaty had been signed), by students from Sciences-Po Paris and the London School of Economics.

December 2004 : Students from LSE and Sciences-Po met again, this time on English ground, in Hatfield House, home of Lord Salisbury.

Spring 2005 : In an event without precedent in the history of our two countries, the President of the French Republic and Her Majesty the Queen offered their joint support to a Franco-British student initiative by granting their joint patronage to the FBFA. The LSE and Sciences-Po teams had by then asked the other four universities to join the Alliance, and local branches began to develop in all six schools in preparation for the first summit.

October 2005 : The first summit of the Franco-British Student Alliance was hosted by the école Polytechnique in Paris, and attended by students of all six schools. Its central theme was the Global Compact and the question of corporate responsibility in international development.

Programme du Sommet

Il était certes ironique de réunir des étudiants français et britanniques autour du tombeau de Napoléon dans la cathédrale des Invalides, le jour même du bicentenaire de la bataille de Trafalgar... Mais c'était également une façon de se jouer des vieilles hostilités héritées de l'histoire, et de célébrer les relations franco-britanniques comme une priorité commune pour l'avenir.

Vendredi 21 Octobre – Paris

- 14h30 Réception au Ministère de l'Education Nationale
- 16h Rencontres à l'Assemblée Nationale, au Sénat, au Ministère des Affaires Etrangères et à l'Ambassade Britannique
- 19h Ouverture du Sommet à l'Hôtel des Invalides : gala et cocktail
Discours des Présidents d'Honneur de l'Alliance
Le Marquis de Breteuil
Le Marquis de Salisbury
- Message de Sa Majesté la Reine, et discours, par Sir John Holmes, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris
- Discours du Ministre de la Défense, Madame Michèle Alliot-Marie
- 21h Concert donné par l'Ensemble Vocal de Polytechnique et l'Orchestre Lyrique de Paris en la cathédrale Saint Louis des Invalides

Samedi 22 Octobre – Ecole Polytechnique

- 9h30 Allocution d'ouverture par le directeur de l'Ecole Polytechnique, le Général Xavier Michel.
- 9h55 Présentation des thèmes centraux par les Vice-Présidents de l'Alliance.
- 10h45 Table ronde: *Défense et développement: un rôle spécial pour la France et le Grande-Bretagne?*
Présidée par Dr. Andrew Robinson, avec des interventions de:

The Rt Hon The Baroness Amos, Leader of the House of Lords and Lord President of the Privy Council
M. le Général de division Ract-Madoux, adjoint au major général des armées
Bill Durodié, Senior Lecturer in Risk and Corporate Security, Cranfield University
Denis Ranque, CEO of Thales
- Après-midi Cercles d'étude
L'ouverture des barrières commerciales ; les conditions de travail ; le développement de sources d'énergie renouvelables
Les invités et étudiants se sont répartis en groupes d'étude choisissant de réfléchir à l'un ou l'autre des trois thèmes proposés. Au terme de débats, chaque groupe a rédigé un texte résumant les positions prises et les arguments avancés.
- Soirée Dîner & soirée étudiante à l'Ecole HEC.

Dimanche 23 Octobre – Ecole Polytechnique

Une atmosphère plus détendue : pendant que certains étudiants de promenaient dans la capitale française, une course d'aviron amicale a été organisée entre les étudiants d'Oxford et de Polytechnique.

Programme of the Summit

It was ironic, we admit, to gather French and British students around the tomb of Napoleon in the Invalides, on the very day of the bicentenary of the Battle of Trafalgar — but it was also a way to make light of the old enmities inherited from the past and emphasise Franco-British relations as a common priority for the future.

Friday 21st October — Paris

- | | |
|--------|---|
| 2:30pm | Reception at the French Ministry of Education |
| 4pm | Meetings at the National Assembly, the Senate, the Ministry of Foreign Affairs and the British Embassy |
| 7pm | Opening of the Summit in the Hôtel des Invalides: Gala reception and cocktails |
| | Speeches by the Honorary Presidents of the Alliance
The Marquis de Breteuil
The Most Hon the Marquess of Salisbury
Message from Her Majesty The Queen, and speech, by Sir John Holmes, British Ambassador to Paris |
| | Speech by the French Minister of Defence, Mme Michèle Alliot-Marie |
| 9pm | Concert given by the Choir of the Ecole Polytechnique and the Orchestre Lyrique of Paris in the Saint-Louis des Invalides Cathedral. |

Saturday 22nd October — Ecole Polytechnique

- | | |
|-----------|---|
| 9:30am | Introductory speech by the head of Polytechnique, General Xavier Michel. |
| 9:55 am | Presentation of the main themes by the Vice-Presidents of the Alliance. |
| 10:45 am | Roundtable: <i>Defence and development: a special role for France and the UK?</i>
Chaired by Dr. Andrew Robinson, with speeches by:
The Rt Hon The Baroness Amos, Leader of the House of Lords and Lord President of the Privy Council

M. le Général de division Ract-Madoux, adjoint au major général des armées et chef de la division « études, stratégie militaire générale et pilotage » à l'état-major des armées

Bill Durodié, Senior Lecturer in Risk and Corporate Security, Cranfield University

Denis Ranque, CEO of Thales |
| Afternoon | Working groups:

Opening of Trade Barriers, Employment Rights, Developing Renewable Energy Sources
The guest speakers and students were divided up into study groups focusing on one or the other of the three proposed themes. Each group held debates and wrote a draft paper summing up the positions taken and arguments brought forward. |
| Evening | Dinner & Student Party at the Ecole HEC. |

Sunday 23rd October — Ecole Polytechnique

A more relaxed atmosphere—while some of the students took a stroll around the French capital, a friendly rowing competition was organised between students of Oxford and Polytechnique.

Nos Parténaires - Our Partners

L'Alliance Etudiante Franco-Britannique souhaite remercier ses généreux sponsors pour leur soutien:

The Franco-British Student Alliance would like to thank its generous sponsors for their support:

THALES

EDF

Monsieur André Bettencourt, de l'Institut

Monsieur le Baron David de Rothschild

L'Institut Français

Le Trombinoscope - Eurosource

The Prince's Trust

Le Musée de l'Armée

La Fondation Napoléon

Trafalgar Festival 2005

Trafalgar 200

Sea Britain 2005



Les étudiants de Cambridge et d'Oxford vous attendent aux prochains événements de l'Alliance : Hatfield House en Avril 2006 et le Sommet à Oxford en Décembre 2006.

Cambridge and Oxford students welcome you to the Alliance's upcoming events :
Hatfield House in April 2006 and the Oxford Summit in December 2006.

A bientôt!

www.fbsalliance.com